id="yui_3_2_0_1_1318495436723193">

Au pouvoir depuis 1982, le président du Cameroun briguait hier un sixième mandat lors d'un scrutin sans enjeu dans un pays miné par la corruption et verrouillé par la répression.

Il fait très peu parler de lui. Pourtant, il est dans le pool des présidents qui s'enlisent au pouvoir : Paul Biya, 78 ans, règne sans partage sur le Cameroun depuis 1982. Sans qu'on ne voie de fin : après avoir changé, en 2008, la Constitution pour pouvoir se représenter, il a brigué hier un nouveau mandat de sept ans lors d'un scrutin à un tour. Et nul ne doute vraiment du résultat.

Ce n'est pas en travaillant d'arrache-pied pour son pays que cet homme à la voix éraillée et à la démarche aujourd'hui mal assurée a réussi à rester au pouvoir aussi longtemps. Au contraire. Depuis trente ans, le Cameroun recule, plongé dans une profonde léthargie, en total décalage avec son énorme potentiel économique. «Il n'y a pas eu de croissance ces cinq dernières années si on la rapporte au nombre d'habitants» , a déploré le Fonds monétaire international début septembre, invoquant notamment un «sous-investissement dans les infrastructures essentielles» et «une mauvaise gestion des finances publiques» . Pendant que ses concitoyens tirent le diable par la queue (40% de la population vit avec moins de 2 dollars par jour), Biya, surnommé le «roi fainéant», séjourne la majeure partie de son temps dans un hôtel huppé de Genève ou dans son village natal, dans le sud du Cameroun. Il préside, en moyenne, un Conseil des ministres par an. Le dernier s'est tenu en juillet 2009.

Manipulateur. C'est à son talent de manipulateur que Paul Biya doit sa longévité. Suivant la recette «diviser pour mieux régner», il entretient en permanence rivalités et peur au sein de la classe dirigeante, vieillissante comme lui. Sur le même principe, son régime a instrumentalisé les identités ethniques pour casser l'opposition dans les années 90. Il utilise aussi la justice et la force : en février 2008, la police et l'armée ont tiré à balles réelles sur des jeunes qui manifestaient contre son projet de révision constitutionnelle et la vie chère. Bilan : officiellement 40 morts, au moins 139 selon des Ong.

Le Président a aussi usé d'une technique originale : celle consistant à maintenir un équilibre institutionnel précaire qui effraie et paralyse tout le monde. Depuis quinze ans, par exemple, le Sénat, qui est censé jouer un rôle important en cas de vacance du pouvoir au sommet de l'Etat, n'existe que sur le papier. Autre particularité : afin de les éloigner du champ politique et s'assurer leur soutien, Paul Biya laisse, voire encourage, ministres et autres hauts responsables à se servir dans les caisses de l'Etat et à tremper dans divers trafics maffieux. Ceux qui ont trop accumulé et commencent à avoir des vues sur le fauteuil présidentiel sont écartés, invariablement inculpés pour «détournements de fonds publics» et incarcérés. Actuellement, neuf anciens ministres sont en prison. Surtout, la corruption et la triche, au cœur du fonctionnement de l'Etat, ont gagné toutes les sphères de la société. Elles ont permis, avec la répression, de tuer le système éducatif ainsi que l'opposition, désormais en lambeaux, et de pourrir la scène politique, comme le montre la foison de candidats qui se présentaient hier : ils étaient 22 face au président sortant, et aucun n'a la capacité de mobiliser les foules et d'inquiéter l'autocrate.
Cette mainmise totale de Paul Biya n'aurait pas été possible sans la France, qui avait déjà, en 1960, installé au pouvoir son prédécesseur, Ahmadou Ahidjo, à l'issue d'une guerre particulièrement atroce. Les autorités françaises ont en particulier apporté une aide déterminante en 1992, lors d'une élection présidentielle très disputée : elles ont ouvertement soutenu Biya alors qu'au même moment les autres bailleurs de fonds du pays, dont les Etats-Unis, dénonçaient la crédibilité du scrutin. Paris a ensuite donné des financements qui ont permis au régime de reprendre la main face à une opposition largement majoritaire. Auparavant, c'est Elf qui avait avancé de l'argent à Biya pour sa campagne électorale. Depuis, les liens entre Paris et Yaoundé sont restés étroits : ils passent par les nombreuses entreprises françaises installées au Cameroun, qui contrôlent une bonne partie de son économie, en travaillant main dans la main avec des caciques du régime. Orange, Bolloré, Total, Castel, la Compagnie fruitière et Hachette sont de celles qui font de très bonnes affaires dans le pays, où la corruption permet de transgresser les lois et d'engranger des bénéfices énormes.

Cynisme. Washington ayant également depuis quelques années des intérêts commerciaux importants dans la région, les pays partenaires du Cameroun ont désormais la même ligne de conduite : ne pas fâcher le prince pour conserver son business. La communauté internationale est ainsi restée muette lors de la violente répression de 2008. Mieux, elle donne de l'argent à Yaoundé. L'Union européenne finance, par exemple l'organisme électoral chargé de la mise en

œuvre de l'élection présidentielle, bien qu'il soit totalement inféodé au parti de Biya

Les Camerounais restés lucides sont, eux, fatigués. Ils ne prennent plus la peine de voter ou de relever le cynisme de Biya : lors de la campagne électorale de 2004, il avait promis la construction d'infrastructures, parlant d'un «Cameroun des grandes ambitions». Cette fois-ci, et alors que rien ne s'est passé depuis 2004, il annonce sur Twitter (service que son régime a fait interdire en février à cause de timides appels au soulèvement qui circulaient par mail et SMS) : «Croyez-moi, à nos grandes ambitions vont succéder de grandes réalisations.»

Fanny Pigeaud

Correspondante à Libreville

Source: LIBÉRATION LUNDI 10 OCTOBRE 2011

http://www.liberation.fr/monde/01012364686-paul-biya-roi-faineant-a-perpetuite